

La voix de l'opposition de gauche

Le 14 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai été en ville ce matin pour téléphoner à ma mère et lui souhaiter ses 84 ans. Et en plus je suis un bon fils !

En ce moment j'actualise quotidiennement le portail parce que ma compagne est absente pour raison familiale. Quand elle n'est pas là, elle me manque au bout d'une heure, et au bout de la deuxième je n'ai plus hâte de la revoir ! Là je ne suis pas un très bon compagnon ! On fait ce qu'on peut, si sa présence m'est agréable, son absence me soulage parce que je ne suis pas interrompu dans mes pensées par des trucs insignifiants.

Je suis aussi allé chez le dentiste, le meilleur évidemment, le plus cher, cela va de soi ! Il m'a soulagé de 1.500 roupies pour refaire un plombage, le salaire minimum est de 4.800 roupies. Voilà pourquoi je dois économiser.

J'en ai profité pour aller au marché à Pondichéry, quelle cohue, c'est vraiment désagréable. Et ça pue ! Sans parler de la circulation, c'est le mois des fêtes des temples, quel bordel, quel bruit ! Sur mon chemin, j'ai été acheté de l'insecticide pour les fourmis qui colonisent les hibiscus l'été. Je suis passé par la route que j'empruntais il y a 7 ans quand j'habitais au bord de mer dans la banlieue nord, je n'y étais repassé que deux ou trois fois depuis, cela a tellement changé que j'ai eu à nouveau l'impression de n'y être jamais venu, alors que pendant 10 ans je l'ai arpenté quotidiennement, c'est pour dire à quel point l'Inde change vite et en profondeur.

La CNAV ne m'a toujours pas versé ma retraite depuis le mois de mai à cause d'un imbroglio entre banques française et indienne. Ils usent et abusent de ma patience...

A part cela, toujours un ciel couvert et quelques gouttes de pluie, hier la température était remontée à 41°C à l'ombre. J'ai profité de l'après-midi pour consolider mon installation, on ne sait jamais, la période des cyclones n'est pas terminée. Je me sens vieux, fatigué

● [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Déconnectez-vous, débranchez la pile... avant de disjoncter.

- Guy Birenbaum, journaliste : «j'étais connecté de 5 heures du matin à minuit» - Liberation.fr 14 août 2018

«Je n'ai jamais cru qu'on pouvait tomber malade parce que l'on passe trop de temps connecté sur Internet. En 2014, je l'étais de 5 heures du matin à minuit, avec les écrans, les réseaux sociaux, les notifications... plus le boulot, plus des périodes compliquées au travail, plus la violence intrinsèque aux réseaux sociaux, aux blogs... Pour moi, ça a commencé par des signes chimiques, mal au ventre, mal au dos, etc., jusqu'à une incapacité totale, un effondrement massif. Je n'arrivais même plus à décrocher quand des amis m'appelaient.

«J'ai été pris en main par un psychiatre et un psychanalyste que je vois toujours. S'ensuit une thérapie assez classique avec prises de médicaments. Je me suis retrouvé en arrêt de travail pendant un mois et demi ou deux mois, ce qui n'est pas si long finalement. J'avais vraiment besoin de comprendre ce qui n'allait pas. J'ai dû quitter tout ce qui concerne le numérique pendant deux mois pleins, puis j'ai fait disparaître tout ce qui est notification. Je suis réapparu trois mois plus tard

environ sur les réseaux sociaux et suis passé en moyenne de 100 tweets par jour à 5 ou 6 tweets, et encore c'est beaucoup. Je reste hypervigilant et je ne considère pas que je suis à l'abri de craquer encore d'une manière ou d'une autre. Si je voyais que je me remettais à perdre trop de temps avec des activités de ce genre, je saurais maintenant que cela veut dire qu'il y a un problème. C'est un signal d'alerte. Le concept que l'on nous a vendu, la sérénité, qui consistait à dire qu'Internet est génial parce qu'en cherchant un truc vous en trouvez un autre, puis un autre... eh bien je pense que c'est une saloperie, car ça nous amène de liens en liens, de clics en clics, à des distances phénoménales de ce que l'on cherchait. On reste deux heures sur Internet alors que l'on avait mieux à faire.» Liberation.fr 14 août 2018

Il a fallu qu'il en arrive à cette extrémité pour comprendre "qu'il y a un problème"...

Circulez il n'y a rien à voir !

Nous sommes passés à côté de la réunion annuelle du groupe Bilderberg qui a eu lieu à Turin du 7 au 9 juin inclus.

- Bilderberg, la conférence la plus secrète du monde - lesechos.fr 07.06.2018

Le groupe Bilderberg se réunit à partir de jeudi pour trois jours à Turin, en Italie. Depuis 1954, ce club ultra-fermé reçoit des grands du monde politique et économique sans que rien ne filtre de leurs échanges, charriant fantasmes et théorie du complot.

Le lieu a été tenu secret jusqu'au dernier moment. La liste des invités et les thèmes des discours aussi. Ce jeudi 7 juin, pour trois jours, s'ouvre à l'hôtel Torino Lingotto Congress à Turin en Italie, la conférence Bilderberg, un club très fermé qui réunit chaque année des personnalités du monde économique, politique et intellectuel. Pendant trois jours, les participants y croiseront peut-être cette année Patrick Pouyanné, le patron de Total, faisant la queue au buffet du déjeuner avec l'ambassadeur pour les Océans norvégien, Vidar Helgesen, ou participeront aux conférences assis à côté de la reine des Pays-Bas ou d'Henry Kissinger, deux piliers de la conférence.

Depuis 1954, une centaine d'invités triés sur le volet convergent au printemps vers un hôtel de luxe privatisé pour l'occasion et placé sous haute protection. Chefs d'Etat, ministres, patrons de banque, PDG de multinationale, militaires, spécialistes de la sécurité internationale, universitaires et représentants d'organisations internationales comme le FMI ou la Banque mondiale sont priés de venir seuls, sans conjoint ni garde du corps.

« Cercle d'influence puissant »

Créé en pleine guerre froide par le milliardaire américain David Rockefeller, l'ancien diplomate polonais Joseph Retinger et le prince Bernhard des Pays-Bas, le « groupe Bilderberg » tire son nom de l'hôtel où le groupe s'est réuni la première fois à Oosterbeek, aux Pays-Bas. « L'objectif était de constituer un cercle d'influence puissant dans les domaines économique et financier, pour faire face à la menace communiste », explique Thierry de Montbrial, le patron de l'Institut français des relations internationales (Ifri), qui en a fait partie pendant près de quarante ans.

« C'est un événement géopolitique majeur dans l'année », assure une ancienne participante. Mais l'« événement » reste confidentiel. Rien ne filtre jamais des échanges qui s'y tiennent. « C'est une règle importante et qu'il ne faut pas changer si l'on veut maintenir la qualité des débats », assure Henri de Castries, l'ancien patron d'Axa et président du comité directeur du groupe de Bilderberg.

En être ou pas

Que se passe-t-il vraiment pendant ces trois jours ? Ceux qui y participent affirment qu'il s'agit de discussions informelles et de réunions sur les grands sujets du moment. Les seules informations publiques sont les - très - larges thèmes de discussion et la liste des participants. Cette année, 128 personnalités de 23 pays débattront entre autres du « populisme en Europe » ou du « monde post-vérité » ; mais aussi de l'« informatique quantique » ou des « Etats-Unis avant les élections de mi-mandat ».

Mais c'est surtout la liste des invités qui retient l'attention. Bref, en être ou pas, un peu comme les dîners du Siècle, à Paris. Un cénacle d'initiés avertis parlant le même langage et partageant les mêmes valeurs (D'où les invités du PS, merci de cette précision! - LVOG). Entre égaux. D'ailleurs, les invités sont placés lors des débats par ordre alphabétique, sans hiérarchie. « J'ai ainsi longtemps été placé à côté de Mario Monti », raconte Thierry de Montbrial.

De même, les dîners et déjeuners ne sont jamais placés, sauf pour la table de la reine des Pays-Bas et celle du président du Bilderberg. « En 2010, il me semblait reconnaître la personne dans la queue devant moi pour le buffet... c'était Bill Gates », raconte encore Thierry de Montbrial. « C'est un truc génial pour rencontrer des gens et cultiver son réseau », s'enthousiasme un ancien participant. « A côté, Davos c'est la seconde division », ironise un autre.

Cette année, côté français, le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, mais aussi l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve, aujourd'hui avocat chez August Debouzy, ou bien encore la nouvelle directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, seront présents. Des Américains, comme le cofondateur de KKR Henry Kravis et le général David Petraeus, qui a rejoint le fonds, le cofondateur de LinkedIn, Reid Hoffman, ou le professeur de science politique Michael Horowitz feront le voyage et dialogueront peut-être avec le CEO de Vodafone, l'Italien Vittorio Colao, ou le président de Fiat Chrysler, John Elkann...

Coeur du réacteur

Mais pour comprendre le mode de fonctionnement du Bilderberg, il faut d'abord s'intéresser au comité directeur, c'est le coeur du réacteur. C'est là que tout se joue, sa composition permet de décrypter l'objet et la doctrine de la conférence. Une trentaine de personnalités forment ce comité permanent présidé depuis 2011 par le Français Henri de Castries (Président de l'Institut Montaigne - nldr). Historiquement, pour ce club fondé au moment de la guerre froide, les Américains y sont surreprésentés avec neuf personnes, dont Kenneth Jacobs, le président de Lazard, mais aussi Eric Schmidt, l'ancien président d'Alphabet, le holding qui chapeaute Google. Les autres pays ont deux représentants.

Outre le président du comité, l'ancienne directrice générale d'Artémis Patricia Barbizet représente la France. L'on y trouve aussi le Turc Ömer Koç, à la tête de l'un des plus importants holdings turcs, le Portugais José Manuel Barroso, ancien président de la Commission européenne et maintenant président de Goldman Sachs International, l'Allemand Thomas Enders, patron d'Airbus, l'Américain John Micklethwait, rédacteur en chef de Bloomberg, ou encore l'Anglaise Zanny Minton Beddoes, à la tête de la rédaction de « The Economist »...

Bonnes intuitions

A eux, chaque année, de choisir le lieu de la réunion annuelle. Le pays invitant charge ses nationaux du comité directeur de lever les fonds pour financer le séjour de la centaine d'invités auprès des entreprises et des autorités. Quand la réunion s'est tenue en France, au Trianon Palace, par exemple, c'est le fondateur de Fimalac, Marc Ladreit de Lacharrière, qui s'est chargé de trouver les fonds. « Ce n'est pas un gros budget, entre 1 et 2 millions tout au plus. D'autant plus que maintenant les participants doivent payer leur billet et leur chambre d'hôtel », assure Thierry de Montbrial.

Mais, surtout, c'est ce comité directeur qui va sélectionner les heureux candidats qui auront le droit de venir participer aux débats. Et il faut avouer qu'en ce domaine ils ont eu de bonnes intuitions : Bill Clinton, Margaret Thatcher, Edouard Philippe, Emmanuel Macron ont participé bien avant leur arrivée au pouvoir à ces journées... Nicolas Sarkozy ou Donald Trump, en revanche, n'ont jamais été invités. (Ni Obama, simple oubli des Echos. - LVOG)

Le club est clairement libéral - voire libertarien avec Peter Thiel au comité directeur - mais les « sociaux-démocrates » sont aussi les bienvenus. Dominique Strauss-Kahn (en 2000), Michel Rocard ou Laurent Fabius ont fait partie des invités, tout comme l'ancien secrétaire général de l'Elysée Jean-Pierre Jouyet (Et bien d'autres encore du PS depuis 1954 : Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevenement, Pascal Lamy, Pierre Berezgouy, Bernard Kouchner, Lionel Jospin, Michel Sapin, Hubert Vedrine, Henri Nallet, Manuel Valls. - LVOG), aujourd'hui ambassadeur de France à Londres... Chaque pays représenté au comité directeur _ une vingtaine _ a son quota d'invités.

Augmenter la diversité

« C'est une sélection très scrupuleuse des participants », explique Henri de Castries, qui reconnaît trier sur le volet « des gens qui ont une pensée » et capables en outre d'écouter les autres pendant trois jours d'affilée. « On a intérêt à avoir quelque chose à dire et parler un excellent anglais, sinon on n'est plus invité », confirme une sélectionnée. De toute façon, « on y est invité jamais plus de deux ou trois fois. (Faux, Andre Levy-Lang (Paribas), Olivier Roy (CNRS), Bertrand Collomb (Lafarge), Jean-Claude Trichet (ex-BCE), Nicolas Baverez (Figaro et Le Point), etc. ont été invités plus de 2 fois. - LVOG) Ca tourne », explique Thierry de Montbrial.

Depuis qu'il a pris la présidence du Bilderberg, Henri de Castries a donné comme directive d'augmenter la diversité, de féminiser et de rajeunir les participants. C'est ainsi que Jeff Bezos, le patron d'Amazon, des économistes comme Nicolas Baverez et Laurence Boone ont fait partie des « happy few ».

Mais le groupe reste exclusivement composé de personnalités du monde occidental. « On peut discuter sans l'Inde et la Chine car il faut revenir à l'esprit du Bilderberg : celui de renforcer les relations transatlantiques par des échanges les plus larges possible », explique le président de l'Institut Montaigne (Un des mentors de Macron. Sans doute qu'il n'a pas prononcé le nom de la Russie pour ne pas se compromettre! - LVOG). Cela n'empêche pas cependant la vice-ministre des Affaires étrangères chinoises, Ying Fu, ou le professeur d'économie, Yiping Huang, d'avoir été invités.

« Gouvernement du monde »

A l'intérieur de ce cénacle, « toutes les sensibilités doivent être représentées », tient cependant à préciser Henri de Castries. Il rappelle que des échanges extrêmement vifs peuvent avoir lieu, reflétant bien souvent les débats extérieurs, comme en 2003 au moment de la guerre en Irak. Cette année-là, la conférence était organisée au Trianon Palace à Versailles, en France, et de vives discussions avaient opposé plusieurs participants au néoconservateur John Bolton, alors proche de George W. Bush (et aujourd'hui conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump).

Mais, au bout du compte, « aucune résolution ne sera prise, aucun vote ne sera organisé, aucune mesure ne sera proposée. Il y aura des comptes rendus mais non attribués et distribués exclusivement aux participants », assure Thierry de Montbrial, qui veut casser « la machine à fantasmes ». Car le secret qui entoure la réunion fait le bonheur des thèses complotistes de « Gouvernement du monde », de « cheval de Troie de la CIA en Europe »... (Qui complot, sinon eux en refusant de dévoiler le contenu de leurs discussions. - LVOG)

« C'est clairement une idéologie transatlantique et 'business oriented', ne craint-il pas de dire, mais penser que la CIA a influencé le Bilderberg est invraisemblable. Car ce sont de grands hommes d'affaires comme David Rockefeller ou Giovanni Agnelli qui l'ont lancé, et je vous assure qu'ils n'avaient pas besoin de la CIA pour le faire. » (Pardi, parce qu'ils sont la CIA, le Pentagone, la Fed ! A qui obéissent-ils ? Est-ce la CIA qui fixe le cap ou l'oligarchie financière ? La réponse est dans la question. - LVOG)

Règle de Chatham House

« Il faut arrêter de fantasmer sur le Bilderberg, il fonctionne comme tous les think tanks britanniques ou les conférences qui adoptent la règle de Chatham House [un code éthique historique de la diplomatie britannique qui interdit de rendre publics les identités et les propos des invités,Ndlr] », confie un habitué de ces clubs très fermés.

D'autres conférences, tout aussi secrètes mais moins connues, l'utilisent, comme celles de la Ditchley Foundation. Ce n'est pas un hasard si elles ont été créées dans les années 1950. La Ditchley Conference, qui se réunit une dizaine de fois par an depuis 1958, a officiellement pour but de développer les relations entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. (La Grande-Bretagne, le 52e Etats américain avec Israël. - LVOG)

« L'évolution du Bilderberg reflète l'évolution du monde », explique Thierry de Montbrial qui, après une période très business, note un retour du politique. Et quand il a fallu compter avec l'Asie, plusieurs personnalités du groupe - David Rockefeller et Henry Kissinger, notamment - ont créé en 1973 la « commission trilatérale » avec pour but de construire une coopération politique et économique entre les trois zones clefs du monde - Europe occidentale, Amérique du Nord et Asie-Pacifique. (L'Afrique et le Moyen-Orient devant demeurer sous-développés ou leurs colonies, et l'Amérique du Sud l'arrière-cour des Etats-Unis. - LVOG)

Preuve du changement du Bilderberg, son président a accepté de répondre à nos questions et commencé à lever le voile. (En réalité, il se va se contenter de dire ce qu'on savait déjà. - LVOG) Depuis 2013, la conférence a même son propre site Internet sur lequel sont publiés la liste des invités et les thèmes, quarante-huit heures avant l'ouverture. (Liste toujours incomplète. - LVOG) Mais cela s'arrête là. Ce qui se dit au Bilderberg reste au Bilderberg. lesechos.fr 07.06.2018

Bref, si c'est la journaliste des Echos qui affirme qu'ils complotent ouvertement contre tous les peuples, on ne va pas la contredire pour une fois.

Les puissants et représentant du vieux monde se réunissent et discutent du sort du monde dans le plus grand secret, et quand on s'en émeut ou qu'on leur pose des questions, ils répondent avec l'aplomb d'un psychopathe : "arrêter de fantasmer", c'est "la règle", quoi de plus normal, entendez par là, c'est nous qui détenons le pouvoir, alors nous faisons ce que nous voulons de vos vies et cela ne vous regarde pas, circulez il n'y a rien à voir !

Cette réunion sert à diffuser auprès de personnalités parmi les plus puissantes ou leurs représentants déjà en poste la ligne politique définit pour l'année à venir par les membres du "comité permanent" de ce groupe de fripouilles, et à promouvoir parmi eux ceux qui dans l'avenir représenteront leurs intérêts au sein de gouvernements, d'institutions internationales ou conseils d'administration de multinationales, à désigner les prochains chef d'Etat.

En complément.

États-Unis : une centaine de journaux préparent la riposte contre Trump - LeParisien.fr 13.08

Jeudi, ces titres de presse publieront dans leurs pages un éditorial en réponse aux attaques répétées du président américain contre les médias.

Depuis plusieurs semaines, les attaques de Donald Trump contre les médias sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus violentes. Le président américain a même utilisé l'expression d'« ennemis du peuple » pour désigner une partie d'entre eux. Face à ces attaques, les journaux américains ont décidé d'organiser une riposte concertée, comme le rapporte CNN.

Le Boston Globe a proposé aux autres quotidiens du pays de publier dans leur édition de jeudi un éditorial sur les « dangers résultant des attaques de cette administration contre la presse ». Samedi, plus de 100 titres avaient déjà décidé de participer à l'opération. « Je m'attends à ce que ce nombre augmente encore dans les prochains jours », a déclaré à CNN Marjorie Pritchard, directrice adjointe en charge des éditoriaux au Boston Globe.

Quelques journaux à fort tirage, comme le Miami Herald ou le Denver Post, publieront un éditorial jeudi, « mais la majorité sont des titres distribués dans des régions moins peuplées », a précisé Marjorie Pritchard.

Le texte ne sera toutefois pas identique d'un média à l'autre : chaque journal publiera son propre éditorial. « Nos mots ne seront pas les mêmes. Mais nous pouvons tous nous accorder sur le fait que de telles attaques sont alarmantes », a estimé Marjorie Pritchard dans le Washington Post. LeParisien.fr 13.08

L'ex-conseillère de Trump assure qu'il est raciste et dit posséder "plein" d'autres enregistrements - Le HuffPost 13.08

C'est un caillou de plus dans la botte du pouvoir américain. Dimanche 12 août, une ancienne haute conseillère de Donald Trump, Omarosa Manigault Newman, a diffusé un enregistrement compromettant pour la présidence des États-Unis. Le HuffPost 13.08

Ses textos anti-Trump à sa maîtresse lui coûtent son poste au FBI - AFP 13.08

Ses textos anti-Trump envoyés à sa maîtresse ont coûté son poste à l'agent spécial Peter Strzok, limogé par le FBI. "Enfin" a tweeté lundi le président, qui le poursuit de son ire depuis des mois. AFP 13 août 2018

La Turquie ne parvient pas à enrayer la débâcle de la livre - AFP 13.08

La Turquie n'est pas parvenue lundi à stopper l'effondrement de sa monnaie alimenté par l'aggravation d'une crise diplomatique avec les États-Unis, accusés par le président Recep Tayyip Erdogan de vouloir "frapper dans le dos" son pays.

Un voyage privé en Iran coûte son poste à un ministre norvégien - AFP 13 août 2018

Le ministre norvégien de la Pêche, Per Sandberg, a démissionné lundi après avoir enfreint les règles de sécurité lors d'un voyage privé en Iran avec une ex-reine de beauté d'origine iranienne.

Numéro deux du parti du Progrès (droite anti-immigration), M. Sandberg, 58 ans, a admis s'être rendu en Iran en juillet avec sa nouvelle compagne de 28 ans sans avoir au préalable averti les services du Premier ministre et en emportant son téléphone portable de fonction.

Les services de sécurité norvégiens citent régulièrement l'Iran comme l'un des pays les plus actifs en matière d'espionnage, avec la Chine et la Russie. AFP 13 août 2018

De qui s'agit-il ?

Dans un article de The Guardian publié jeudi 15 février il met en garde contre la liberté des médias sociaux qui peuvent « influencer la manière dont les gens pensent et se conduisent sans même qu'ils s'en rendent compte ». Il ajoute « Ceci interfère avec le fonctionnement de la démocratie et l'intégrité des élections » et le peuple perd « sa liberté de penser ». D'où l'urgence de légiférer pour que la liberté d'expression soit plus strictement contrôlée sur Internet et les réseaux sociaux.

Réponse : le milliardaire américain George Soros

Au nom de la « liberté du peuple » George Soros veut instaurer « le contrôle de la liberté ». De même que dans le 1984 d'Orwell le ministère de l'Amour organisait la semaine de la Haine. (Source : Soros demande à l'Union Européenne de « réguler les réseaux sociaux » - Observatoire du journalisme 20 février 2018)

Ce qui est intéressant, c'est de constater que toutes les lois adoptées par les gouvernements successifs en France (et Bruxelles) ont été soufflées ou commandées par des oligarques anglo-saxons néoconservateurs. Toutes les opérations à relent communautarisme sous Hollande et maintenant sous Macron (les "migrants") dans lesquelles se sont engouffrés la pseudo-gauche et extrême gauche avaient la même origine.

Etrangement, les médias et autres antifas sont aux abonnés absents.

- [Pas de bol] Le consul d'Ukraine en Allemagne était un antisémite pro-nazis... - Les Crises 13 août 2018

Bravo à la vigilance du journaliste et blogueur indépendant ukrainien Anatoli Chariï !

Notez qui si de grands médias anglo-saxons en ont parlé en mai, suite à une dépêche Reuters... aucun grand média français ne l'a apparemment fait...

Être nazi est honorable» : le consul d'Ukraine en Allemagne épinglé pour ses idées nazies - Sputnik, 14.05.2018

Attiré par l'idéologie nazie, le consul d'Ukraine à Hambourg appelle sur sa page Facebook à l'ajout d'une croix gammée sur le drapeau ukrainien, à la reconquête de territoires en Pologne et en Hongrie, a révélé un journaliste, qui ajoute que le consul n'est pas seul à le penser parmi les représentants de la diplomatie ukrainienne à l'étranger.

Le journaliste et blogueur indépendant Anatoli Chariï a analysé le contenu de la page Facebook, visible uniquement par ses amis, du consul ukrainien à Hambourg Vassil Marouchtshchinets et a attiré l'attention sur ses publications sous forme d'appels à la conquête des territoires «ukrainiens» de Pologne et de Hongrie.

Les révélations du journaliste ukrainien, qui vit en exil dans l'UE depuis les événements de Maïdan, ont été publiées sur sa chaîne YouTube et on y peut activer les sous-titres français, anglais et allemands.

Le journaliste a illustré son enquête avec les postes scandaleux du diplomate ukrainien. Ainsi, un poste de M.Marouchtshchinets daté du 22 novembre 2017 dit: «Voilà, les démocrates et les tolérants! Seulement par la force nous pourrions libérer notre sol», en faisant référence à certains territoires en Pologne.

Un peu plus tard, le 7 décembre 2017, le consul a appelé également à la reconquête de territoires en Hongrie, écrivant: «L'armée ukrainienne de 2017 n'est pas l'équivalent des quelques centaines de soldats SS désarmés dans la Carpatho-Ukraine en 1939».

Le consul ukrainien dévoile aussi sur Facebook son projet de drapeau pour l'Ukraine, qui représente une croix gammée aux couleurs du drapeau ukrainien sur un fond rouge et noir.

«Être nazi est honorable» et «Gloire à l'Ukraine, mort aux antifascistes», de tels commentaires ont été également déterrés sur la page du diplomate, ainsi que des posts antisémites appelant à «punir les juifs» et niant l'Holocauste. À ce sujet, M.Chariï attire une attention spéciale sur le fait que le consul travaille en Allemagne.

Suite aux réactions incendiaires, le blogueur a publié une deuxième vidéo, pointant du doigt le fait que le consul ukrainien à Hambourg était ami avec d'autres diplomates ukrainiens, qui aimaient et commentaient ces postes antisémites favorables au nazisme, par exemple, l'ambassadrice d'Ukraine en Portugal Inna Ognivets.

Dans sa deuxième vidéo, le blogueur assure que le diplomate en question a commencé à bannir les personnes dans la liste de ses amis dans une tentative d'identifier celui qui en aurait donné l'accès au journaliste. Nombre de ses contacts ont commencé à le retirer de leur liste d'amis.

Le consul d'Ukraine à Hambourg a été suspendu de ses fonctions pour la durée de l'enquête, a déclaré lundi le porte-parole du ministère ukrainien des Affaires étrangères, Mariana Betsa, au portail Ukrainskaïa Pravda.

L'affaire autour du consul ukrainien antisémite est déjà en train d'être examinée par les services spéciaux allemands, a indiqué M.Chariï dans un post Facebook appelant à «faire connaître plus largement» ce scandale.

“Dans la vidéo, Anatoli montre et démontre que Vassil Marouchtchinets a dans ses contacts bon nombre de personnes travaillant comme diplomates pour le MAE ukrainien ! Et un certain nombre d'entre eux ont régulièrement liké ses posts antisémites, prouvant ainsi que non seulement ils les ont vus, mais qu'en plus ils étaient d'accord avec ce qui y était écrit !

Même le père de la Consule générale de Hambourg (Oksana Tarassiouk), Boris Tarassiouk, qui est député à la Rada et ancien diplomate ukrainien, fait partie des amis Facebook de ce cher Vassil Marouchtchinets, et a donc eu l'occasion de voir les posts du collègue de sa fille ! Et il semble que cela ne l'ait pas choqué plus que cela.

Cette consule générale n'a pas non plus été choquée lorsque les collègues de Vassil lui ont offert pour ses 60 ans, un gâteau « Mein Kampf », qu'il a fièrement affiché sur son mur Facebook :”

Parmi ceux qui ont liké ses posts on retrouve entre autres :

- Valentin Adomaïtys : le plus fervent soutien des posts néo-nazis de Vassil Marouchtchinets, il est presque systématiquement dans les personnes ayant liké ses posts. Ce monsieur fut ambassadeur d'Ukraine en Inde et au Népal et il est président de l'ONG Ukraine-Inde.
- Tsivati Viatcheslav : qui travaille à l'académie diplomatique d'Ukraine.
- Leonid Yassinsky : lui aussi travaille à l'académie diplomatique d'Ukraine...
- Bogdan Pylypiv : qui est professeur à l'académie nationale du Ministère de l'Intérieur ukrainien.

– Valery Stoupak et Vassil Gamianine : qui travaillent au Ministère des Affaires Étrangères d'Ukraine. Le deuxième a carrément liké la photo avec le gâteau « Mein Kampf »...

– Lioudmila Mlochtch : qui est président de l'association centrale des Ukrainiens en Allemagne.

– Alexandre Chiian : qui est président du centre d'information et de culture germano-ukrainien à Düsseldorf.

– Inna Agnyvets : Ambassadrice d'Ukraine au Portugal ! Son like est visible dans la troisième vidéo sur ce dossier faite par Anatoli, et publiée hier.

– Igor Lossovskiy : Vice-représentant permanent de l'Ukraine auprès des organisations internationales à Vienne, dont l'OSCE

Et pour prouver définitivement que sa hiérarchie ne pouvait pas ignorer son idéologie politique, de 2004 à 2006, voici ce qui ornait son bureau au Ministère des Affaires Étrangères à Kiev :

Le drapeau de l'UPA, l'armée insurrectionnelle ukrainienne, qui a à son actif des massacres de Polonais en Volhynie, et de juifs. Sputnik, 14.05.2018

Epilogue.

- Marouschinets a été viré du corps diplomatique ukrainien. Décision du 30 mai 2018

Source : Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine, 31-05-2018

[Là aussi les braves médias défenseurs de la liberté d'expression sont aux abonnés absents.](#)

- Un site d'actualités vénézuéliennes réputé est la dernière victime de Facebook - par Venezuela Analysis - Mondialisation.ca 12 août 2018

Venezuelanalysis, site d'actualités vénézuéliennes renommé est la dernière victime de Facebook

Facebook a encore supprimé la page d'un média. Cette fois, il ne s'agit pas d'un réseau d'extrême droite comme Infowars, mais de "la seule plateforme médiatique indépendante vénézuélienne de gauche en anglais", le site d'information Venezuela Analysis, noté sur Twitter.

Les administrateurs du site d'information ont été informés par Facebook, jeudi, que leur page avait été "dépubliée" en raison d'une "activité récente" qui "n'est pas conforme aux règles des pages Facebook". Lorsqu'une page Facebook n'est pas publiée, elle n'est plus consultable par le public, seulement par les administrateurs. Venezuela Analysis aura la possibilité de faire appel de la décision.

On ne sait pas exactement quelle activité spécifique a motivé la décision de FB.

Le site a réagi en disant : c'est une "tentative évidente de bloquer notre couverture locale de la situation sur le terrain au Venezuela. Avez-vous besoin de plus de preuves que [Facebook] est le bras armé des [médias grand public] pour censurer les voix alternatives ?"

Le site a également indiqué que sa page a été dépubliée après qu'il a posté un "article brillant qui démolissait la couverture lamentable des [médias grand public] sur la tentative d'assassinat contre le [président vénézuélien Nicolas Maduro]", samedi.

L'organe d'information financé par ses lecteurs est une exception dans le paysage médiatique anglophone en raison de sa position pro-bolivarienne qui offre un contraste frappant avec l'essentiel de la couverture du Venezuela aux États-Unis, qui promeut généralement l'opposition vénézuélienne, en relayant servilement ses déclarations et en couvrant abondamment ses manifestations souvent violentes, tout en clouant le gouvernement élu au pilori.

Venezuela Analysis a reçu le soutien enthousiaste de beaucoup de personnalités d'influence. Le cinéaste John Pilger a écrit : "Jamais un pays, son peuple, sa politique, son dirigeant, ses mythes et ses vérités n'ont fait l'objet d'autant de mensonges et de contre-vérités que le Venezuela au cours de la dernière décennie. Non seulement [Venezuela Analysis] a fait beaucoup pour corriger cela par son respect scrupuleux des faits, qu'ils soient patents ou dissimulés, mais il offre une occasion unique de se livrer à une véritable analyse de l'un des mouvements populaires les plus imaginatifs du monde".

Le cinéaste Oliver Stone a déclaré : "Contrairement à la plupart des reportages des médias grand public sur les gouvernements d'Amérique latine, Venezuela Analysis fournit une contre-expertise qui ferait cruellement défaut sinon, en offrant une vision progressiste des développements au Venezuela, qui va au fond des choses et prend également en compte le point de vue des pauvres qui forment la majorité du pays."

Le linguiste et philosophe Noam Chomsky a écrit que le site "a régulièrement fourni une description, une analyse et des commentaires très utiles sur les développements au Venezuela, comme on en trouve rarement aux États-Unis ou en Occident en général, et indispensables à une compréhension équilibrée".

Tout le monde n'apprécie pas autant la couverture de Venezuela Analysis, cependant. Dans une dépêche des États-Unis révélée par WikiLeaks, le site figure sur une liste de sites Web dont se servirait soi-disant le gouvernement vénézuélien pour utiliser "libéralement, le cyberspace dans sa guerre contre l'oligarchie, le néolibéralisme, le gouvernement des États-Unis et le projet de Zone de libre-échange des Amériques."

La censure par FB de la page de "Venezuela Analysis" fait suite à la censure coordonnée de YouTube, Facebook et Apple du site Infowars, un média d'extrême droite. Toutes les dérives sont à craindre si des entreprises de technologie se mettent à décider toutes seules de ce qu'il est permis de dire.

Cette censure fait également suite à la suppression de quelque 32 pages par Facebook, dont une manifestation organisée par des militants de gauche de Washington, contre un rassemblement d'extrême droite organisé en commémoration du rally meurtrier de Unite the Right à Charlottesville, Virginie en 2017, qui était truffé de slogans et de symboles néonazis. L'un des six organisateurs de la manifestation de Washington a été accusé d'avoir eu une activité compatible avec des trolls présumés du Kremlin.

Facebook a intensifié sa recherche des opinions alternatives depuis le rapport du directeur du renseignement national de janvier 2017 sur "les activités et les intentions de la Russie dans les récentes élections américaines" dont la moitié des pages était consacrées à détailler des allégations douteuses contre RT et Sputnik, et qui disait notamment que ces médias cherchaient à fomenter une "agitation radicale" au profit du Kremlin.

Depuis, Twitter a interdit à RT et à Sputnik de faire de la publicité sur sa plate-forme, et Google a "dé-listé" les deux médias de sa page de recherche Google News, ce qui a fait dire à Ivor Crotty, le directeur des médias sociaux de RT, dans un tweet ironique sur le traitement algorithmique défavorable de RT par Facebook, que Facebook était "un bon Américain".

Facebook s'est associé au Conseil de l'Atlantique - financé par l'OTAN, des États du Golfe et des entreprises d'armement - pour éliminer les soi-disant fausses nouvelles de sa plate-forme. Le rival régional du Venezuela, la Colombie, que le gouvernement vénézuélien a accusé d'avoir participé à la récente tentative d'assassinat contre Maduro, est devenu en juin le premier "partenaire mondial" de l'Amérique latine de l'OTAN.

Il va sans dire que les positions du think tank sur la Russie sont celles des faucons purs et durs, mais ses positions sur le successeur d'Hugo Chavez sont également celles du Département d'Etat américain. Le Conseil de l'Atlantique prétend que le leader bolivarien démocratiquement élu Maduro a entraîné le Venezuela "dans la pire crise économique et humanitaire de son histoire", et appelle les Etats-Unis à "intensifier les sanctions économiques contre le Venezuela dans le cadre d'une stratégie visant à modifier le comportement autoritaire de Maduro ". Mondialisation.ca 12 août 2018

Comment justifier un colossal budget militaire sans guerre (ou presque) sur terre : en la transportant dans l'espace !

- Trump signe le budget 2019 du Pentagone et défend sa Force de l'espace - AFP 13.08

Donald Trump a défendu lundi son projet de Force de l'espace, en pointant du doigt la Chine, à l'occasion de la signature du budget 2019 du Pentagone, d'un montant record de 716 milliards de dollars.

Cette loi de financement "donnera aux militaires américains la puissance de feu dont ils ont besoin pour gagner n'importe quel conflit rapidement et de façon décisive", a indiqué le président américain au cours d'une cérémonie de signature sur la base militaire de Fort Drum, dans l'Etat de New York.

"Nous pensons que nos soldats méritent les outils, l'équipement et les ressources qu'ils ont gagnés par le sang, la sueur et les larmes", a ajouté M. Trump.

La loi débloque 69 milliards de dollars pour les opérations extérieures en cours (Afghanistan, Syrie, Irak, Somalie, etc.), prévoit une augmentation de 2,6% des salaires des membres des forces armées, et autorise des dizaines de milliards d'investissements dans la modernisation de la Navy, de l'US Air Force et des missiles de défense des Etats-Unis.

Quant à la Force de l'espace, dont M. Trump veut faire la sixième branche des forces armées, elle nécessitera un financement complémentaire que le Congrès devra approuver.

"Comme le ciel, la terre et la mer, l'espace est devenu un terrain de combat", a-t-il déclaré. Une Force de l'espace permettra aux Etats-Unis de "rattraper" leurs adversaires, qui ont déjà "commencé à armer l'espace", a-t-il indiqué.

"La Chine a même lancé une nouvelle division de ses forces armées pour superviser ses programmes militaires dans l'espace", a-t-il précisé.

Le président américain n'a pas mentionné la "Force spatiale" de la Russie, qui existe déjà depuis plusieurs années.

"Nous sommes les plus puissants. Nous sommes les mieux financés. Nous sommes les plus nombreux. Nous sommes les plus forts. Nous sommes les plus malins", a-t-il avancé. AFP 13.08

Quand la réaction se mobilise ou leur humanisme est la politesse des salauds...

- La gauche presse Macron d'accueillir «l'Aquarius» et ses 141 rescapés - Liberation.fr 13.08

Du Parti socialiste aux communistes, des responsables politiques appellent le Président à ouvrir en urgence un port français... Liberation.fr 13.08

- Bangladesh: des enquêteurs veulent rendre justice aux Rohingyas - AFP 13.08

A Cox's Bazar au Bangladesh, non loin de la frontière birmane, au sein du plus grand camp de réfugiés du monde, des enquêteurs documentent discrètement les souffrances endurées en 2017 par la minorité musulmane rohingya, dans l'espoir leur rendre justice. AFP 13.08

- Oleg Sentsov, un cinéaste au goulag - L'Express.fr 13.08

Emprisonné depuis 2014, le réalisateur ukrainien entame son 92e jour de grève de la faim. L'Elysée et Hollywood se mobilisent...L'Express.fr 13.08

Tête de Turc !

- La Turquie ne parvient pas à enrayer la débâcle de la livre - AFP 13 août 2018

La Turquie n'est pas parvenue lundi à stopper l'effondrement de sa monnaie alimenté par l'aggravation d'une crise diplomatique avec les Etats-Unis, accusés par le président Recep Tayyip Erdogan de vouloir "frapper dans le dos" son pays. AFP 13 août 2018

... et la preuve du contraire ! L'AFP ou la palme de la désinformation au quotidien.

- RPT- La livre turque remonte après les annonces de la banque centrale - Reuters 13 août 2018

La livre turque est remontée lundi, après son plus bas record de 7,24 par dollar, la banque centrale de Turquie ayant annoncé qu'elle fournirait toute la liquidité nécessaire aux banques, mais la devise reste sous pression et sa chute continue à secouer les marchés mondiaux.

Le ministre des Finances, Berat Albayrak, dans un entretien au quotidien Hurriyet, avait indiqué que la Turquie mettrait en oeuvre dans la journée un plan d'action économique à la suite de la chute de la monnaie nationale.

La banque centrale a déclaré dans la matinée qu'elle avait réduit de 250 points de base le coefficient de RO en livre turque pour toutes les échéances et abaissé de 400 points de base le coefficient de RO en devises jusqu'à trois ans d'échéance.

La banque centrale a ajouté que ces mesures ont été prises pour assurer le fonctionnement adéquat des marchés financiers et donner aux banques une certaine souplesse dans la gestion de leur liquidité.

Selon des banquiers, la banque centrale pourrait également répondre aux besoins de liquidités en livres turques des banques avec son taux au jour le jour de 19,25% - supérieur de 150 points de base au taux de référence de prises en pension hebdomadaire (repo). Ils notent que ce pourrait être un premier pas vers un resserrement monétaire via des taux multiples, utilisés ces dernières années, à la place du taux repo, auquel elle est revenue en mai comme principal taux directeur.

La livre turque a touché un plancher sans précédent de 7,24 par dollar dans les échanges de la zone Asie-Pacifique. Elle a réduit ses pertes à la suite des déclarations d'Albayrak et de la banque centrale, revenant à 6,90 vers 15h10 GMT.

Elle a perdu plus de 40% face au dollar cette année en raison surtout des craintes que suscite l'influence qu'exerce le président Recep Tayyip Erdogan sur l'économie, de ses appels répétés à une baisse des taux et des tensions qui s'accumulent entre la Turquie et les Etats-Unis.

La chute de la livre a atteint un point culminant vendredi, la monnaie turque cédant jusqu'à 18% et plombant les Bourses européennes et américaines, les investisseurs s'inquiétant en particulier de l'exposition des banques à la Turquie.

L'indice des valeurs bancaires turques est tombé à son plus bas depuis novembre 2003 sur la base des cours en dollars et les obligations bancaires en dollars, comme la dette souveraine, ont chuté, tandis que la Bourse d'Istanbul a perdu jusqu'à près de 7%, l'indice des valeurs vedettes de la Bourse d'Istanbul affichant un repli d'environ 50%, toujours en dollars, depuis le début de l'année.

La rechute de la livre a touché les bourses asiatiques lundi, ainsi que le rand sud-africain, qui a chuté de plus de 10% à un plus bas de deux ans de 15,7 par dollar, déclenchant une fuite vers la qualité représentée par des devises telles que le dollar, le franc suisse et le yen.

Pour Timothy Ash, stratège de BlueBay Asset Management, le plan annoncé par le ministre des Finances et détaillé par la banque centrale aurait dû être prêt avant l'ouverture des marchés asiatiques. "Ils sont toujours en retard, toujours en train de rattraper, toujours trop tard et il y a alors déjà eu des dégâts; c'est un cas d'école sur la manière de ne pas gérer une crise", affirme-t-il sur Twitter.

Berat Albayrak a dit que la rigueur budgétaire serait le principal pilier de la nouvelle méthode économique de la Turquie et des dispositions budgétaires seront appliquées à des indicateurs économiques ciblés si nécessaire.

Le ministre des Finances a ajouté qu'un plan avait été concocté pour les banques et pour l'économie "réelle", en particulier les PME, qui sont le plus touchées par les fluctuations de change.

Le ministre exclut que la Turquie intervienne sur les comptes bancaires en dollar, affirmant que toute saisie ou conversion de ces dépôts en livre turque étaient exclues.

Albayrak, qui est le gendre du président, juge que l'accès de faiblesse de la livre turque est une "attaque", se faisant ainsi l'écho d'Erdogan.

Erdogan, qui se qualifie lui-même d'"ennemi des taux d'intérêt", veut un crédit bancaire bon marché pour stimuler la croissance mais les investisseurs craignent une surchauffe de l'économie turque avec pour conséquence des lendemains qui déchantent.

S'exprimant devant ses partisans à Trébizonde, une cité balnéaire de la mer Noire, Erdogan a réfuté dimanche l'idée que la Turquie était confrontée à une crise financière comparable à celle qui a touché les pays asiatiques il y a un vingtaine d'années.

La chute de la livre est la conséquence d'un complot et ne reflète pas les fondamentaux économiques, a-t-il dit.

"Quel est le motif de cette tempête dans un verre d'eau? Il n'y a aucune raison économique (...) Il s'agit d'une opération menée contre la Turquie", a-t-il lancé.

La banque centrale avait relevé les taux en urgence en mai pour soutenir la monnaie nationale et avait récidivé le mois suivant. Elle n'a toutefois pas resserré sa politique monétaire lors de sa dernière réunion voici trois semaines.

La BBDK, l'organisme de tutelle du secteur bancaire turc, a fait savoir qu'il limitait les opérations bancaires sur les swaps de devises. Reuters 13 août 2018

Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds... ou des barbares... Une fake news en prime.

- Syrie : l'hôpital Espoir œuvre en pleine zone rebelle - euronews 13 août 2018

En Syrie, cet hôpital pour enfants porte bien son nom : l'hôpital Espoir. Il est situé à Ghandoura, un village au nord du pays en pleine zone rebelle. (Barbare - LVOG)

Cet hôpital a été inauguré l'année dernière. Avant, le personnel soignait des nouveaux nés dans un hôpital d'Alep. Puis en 2016, l'armée de Bachar al-Assad a pénétré dans la ville. L'hôpital est tombé sous les bombes et de nombreux enfants sont morts. (Fake news. Lire plus loin - LVOG)

Ce terrible souvenir hante encore Malaké Harbaliyya, infirmière : "Nous étions responsables des enfants. Leurs petites âmes n'ont rien fait pour mériter cette guerre. Ce qui est terrible, c'est que ces frappes ont eu lieu à l'hôpital et que cela se soit passé à l'endroit où se trouvaient les enfants". (Déjà détruit et transformé en dépôt d'armes et de munitions par les barbares, témoignages et photos à l'appui. - LVOG)

L'hôpital a été construit grâce à une campagne de financement participatif. Il survit grâce aux dons d'ONG. Pour poursuivre sa mission, le personnel espère bénéficier du soutien du fonds de l'ONU pour l'enfance. euronews 13 août 2018

Non, non, ne sortez pas vos mouchoirs.

Pour rappel.

L'hôpital d'Alep avait été détruit, il y a sept mois - Réseau Voltaire 5 mai 2016
<http://www.voltairenet.org/article191644.html>

Il n'est pas vrai que le « dernier hôpital » d'Alep-Est ait été détruit par Nabil Antaki (Médecin syrien à Alep) - Arrêt sur info 20 novembre 2016
<https://arretsurinfo.ch/il-nest-pas-vrai-que-le-dernier-hopital-dalep-est-ait-ete-detruit/>

La destruction sans fin du "dernier hôpital d'Alep" - Les Crises 13 décembre 2016
<https://www.les-crises.fr/destruction-de-lhopital-dalep-25-juillet-2016>

Ah ces Indiens, ils ne sont pas dignes de confiance décidément!

- L'Inde ne participera pas au plan du Pentagone contre la Chine - Réseau Voltaire 13 août 2018

Le gouvernement de Narendra Modi a indiqué que l'Inde ne participera pas au projet du Quadrilateral Security Dialogue (QSD), dit « Quads ».

Celui-ci avait été imaginé par l'administration Bush Jr. Il s'agissait d'allier le Japon, l'Australie et l'Inde pour contrer l'influence chinoise dans le Pacifique. Il avait échoué en 2010, juste après l'annonce par le président Xi du projet de « route de la soie ». À l'époque l'Australie avait jugé plus prudent de coopérer avec Beijing. Les « Quads » avaient ressurgi en 2017 à la faveur d'un changement de gouvernement à Canberra.

Le Premier ministre australien Malcolm Turnbull était venu plaider cette cause à la Maison-Blanche, le 24 février 2018. Le 30 mai, le secrétaire US à la Défense, Jim Mattis, renommait le commandement états-unien du Pacifique en « US IndoPaCom », laissant entrevoir un possible arrangement avec l'Inde.

Cependant, les projets indiens d'implantation de bases maritimes dans le Pacifique ne semblent pas fonctionner. Par réalisme, New Delhi semble abandonner la rhétorique anti-chinoise des hindouistes du BJP (Modi) et renouer avec la stratégie de non-alignement traditionnellement défendue par le parti du Congrès (opposition). Réseau Voltaire 13 août 2018

C'est peut-être un peu vite dit, on verra, wait and see... Les Indiens sont indisciplinés, hyper individualistes, bordéliques au possible, donc ce n'est pas étonnant que ces projets aient foiré. D'ailleurs je me demande encore comment ils peuvent envoyer des satellites dans l'espace, c'est un mystère pour moi qui vit en Inde depuis plus de 20 ans. Mais maintenant que j'y pense peut-être pas, comme là où il faut un travailleur trois ou cinq Indiens seront nécessaires, en vérifiant tout 10 ou 20 fois au lieu d'une ou deux, ils peuvent mettre au point un satellite.

En 1996, pour dédouaner 4 malheureuses caisses métalliques qui contenaient mes effets personnels à l'aéroport de Chennai (ex-Madras, capital du Tamil Nadu), cela avait pris la journée, et nécessité de remplir une dizaine de formulaires, de se balader d'un bureau à l'autre, et au bas mot de mémoire pas moins de 30 signatures et cachets, la procédure bureaucratique avait été respectée pile poil à la lettre ! J'étais sorti épuisé de cette expérience inoubliable. On avait bien cru que les bureaux allaient fermer en fin de journée sans que j'aie récupéré mes caisses, alors que mon taxi (un minibus loué très cher) attendait, et je ne me voyais pas passer une nuit à l'hôtel...